

L'informel envahit le marché des fournitures scolaires

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 5201 - Lundi 21 octobre 2020 - Prix : 10 DA

Coronavirus

199 cas et 10 décès en 24 heures

Page 2

Commercialisation progressive de 48 000 tonnes de volaille

Objectif : casser les prix du poulet avant le Mouloud...

Page 3

L'Amérique 20 ans plus tard

Par Mohamed Habili

La présidentielle américaine du 3 novembre prochain n'est pas comparée seulement à la précédente, celle de 2016, du fait notamment que Donald Trump y était déjà, et qu'il l'avait même contre toute attente remportée, mais également à celle de 2000, mais pour de toutes autres considérations. En 2000, les résultats des deux candidats, Al Gore et Georges W. Bush, étaient si serrés qu'il avait fallu reprendre plusieurs fois le comptage avant de pouvoir dire qui des deux avait été le vainqueur. Quelques centaines de voix en plus pour Bush dans l'Etat de Floride lui avaient permis d'accéder à la Maison-Blanche. Elles n'auraient pas suffi pour ce faire si son rival démocrate n'avait pas fini par accepter sa défaite, alors même qu'il avait obtenu un plus grand nombre de voix. L'idée qu'une seule voix de plus suffit à un candidat pour être déclaré vainqueur est illusoire, un scrutin n'étant pas une mesure susceptible de produire un résultat aussi exact. Cela n'est d'ailleurs possible dans aucun domaine, pas même dans les sciences dures, comme on dit. Dans toute mesure, il y a toujours une marge d'erreur, plus ou moins importante selon la fiabilité de l'instrument. Encore s'agit-il dans ce cas d'un ou de plusieurs appareils qu'on ne peut soupçonner de partialité pour un candidat plutôt que pour un autre. On ne peut en dire autant d'une élection quelle qu'elle soit, où le facteur humain est au centre de l'affaire.

Suite en page 3

Tout en se voulant rassurant sur le rebond des contaminations au coronavirus

Benbouzid : «Il faut absolument maintenir les mesures barrières»

● Le ministre dément les rumeurs sur le report de la rentrée scolaire



Ph/D. R.

Le ministre de la Santé a écarté, hier, le retour au confinement pour certaines wilayas, excluant par là même une 2^e vague de l'épidémie car, selon lui, la situation est tout à fait «admissible». Toutefois, il n'exclut pas la prise de décisions adéquates en cas de hausse notable des contaminations. [Page 2](#)

Exclus de la prime de risque Covid-19

Sit-in de médecins à l'hôpital Lamine-Debaghine

Page 2

Cancer du sein/Octobre rose

Des soins esthétiques gratuits pour améliorer la qualité de vie des patientes

Page 16

Tout en se voulant rassurant sur le rebond des contaminations au coronavirus

Benbouzid : «Il faut absolument maintenir les mesures barrières»

■ Le ministre de la Santé a écarté, hier, le retour au confinement pour certaines wilayas, excluant par là même une 2^e vague de l'épidémie car, selon lui, la situation est tout à fait «admissible». Toutefois, il n'exclut pas la prise de décisions adéquates en cas de hausse notable des contaminations.

Par Louisa Ait Ramdane

Selon le ministre, le risque est permanent. «J'étais en visite dans un chef-lieu de wilaya, eh bien il y avait zéro masque. Je lance encore une fois un appel pour rester prudent et pour préserver cet acquis qui fait de nous un pays qui a réussi un peu à maintenir la situation épidémiologique dans cet état», fera savoir le P Abderrahmane Benbouzid sur les ondes de la Chaîne 3. «Il faut absolument maintenir les mesures barrières», a-t-il averti. «Il y a un péril, il y a des morts par dizaines de milliers à travers le monde, nous sommes chez nous à près de 2 000 morts. Le Covid-19 tue et dont on ne sait encore rien à ce jour. Il n'y a pas de vaccin pour l'heure. Donc, prudence, prudence...», a-t-il ajouté.

Le relâchement dans le respect des mesures barrières de la part des citoyens, notamment le port du masque dans les lieux à forte densité de population comme les marchés est pointé du doigt dans la hausse des cas de coronavirus enregistrés depuis quelques jours.

Un relâchement «tout à fait naturel», juge le P Benbouzid. «Lorsqu'on fait face à un ennemi et que celui-ci baisse sa garde, nous aussi on a tendance à nous relâcher. Mais tant que le virus est là, rôde, il est en nous et chez nous, des clusters peuvent de temps à autre se développer», explique Benbouzid. Il cite, à cet effet, les deux wilayas de Sétif et Jijel qui ont connu des clusters. «Ce sont des foyers de contamination qui vont éclore. Des villes

en ont été ravagées : Sétif, Batna, Alger».

Face à la situation de relâchement de la part de la population et le rebond des cas de contamination au coronavirus enregistrés ces derniers jours, le gouvernement va-t-il prendre des mesures radicales comme le retour au confinement ?

Pour Benbouzid, «il est clair que si la situation entraîne dans un avenir proche, une reprise, les mesures sont là, on ne les annonce pas. Nous avons durant ces sept derniers mois acquis beaucoup d'expérience, nous avons réussi à développer des réflexes, à assurer et rassurer nos stocks». Et à Benbouzid d'ajouter : «J'ai d'ailleurs dit à mes collaborateurs de saisir cette situation d'accalmie pour renforcer nos stocks. Mais nous n'allons pas dire que nous allons de nouveau confiner».

Mais l'hypothèse d'un retour au confinement reste sur la table, indique-t-il. Il cite, à titre d'exemple, la France. «Regardez ce qui se passe en France où des métropoles sont confinées, c'est le même schéma qui est adoptable partout. Si ça reprend, on reprend. Sinon, on reste comme on est, mais tout en maintenant la garde», explique le ministre.

Pendant, le ministre se veut rassurant. «Cela ne veut pas dire qu'il y aura une deuxième vague. La courbe des contaminations évolue, elle monte et descend au gré des clusters et du nombre de tests. Mais si on reste toujours sur un bilan de plus ou moins 200 cas au quotidien, je pense que nous sommes dans une situation tout à fait admissible pour les épidémiologistes», a développé le ministre. Pour lui, comme pour toutes les épidémies, celle du coronavirus mettra du temps à s'éteindre. «Cela ne nous empêche pas de veiller encore davantage à attirer l'attention des citoyens sur les



mesures barrières», indique encore P Benbouzid.

Commentant l'annonce du ministre de l'Intérieur quant à un éventuel durcissement des mesures contre les réfractaires aux mesures barrières, le P Benbouzid estime que la mise en garde de la population s'inscrit «beaucoup plus dans un intérêt pédagogique». La finalité, selon le ministre de la Santé, «est de ressusciter chez la population ce besoin de se prémunir contre l'épidémie en disant attention il y a un relâchement. Il est donc tout à fait normal d'avertir. Espérons que ces avertissements seront bien écoutés», précise-t-il. Selon lui, aucune mesure n'est pour le moment entreprise dans le sens d'un durcissement des mesures préventives. «Nous ne sommes pas à des milliers de cas, ni dans des cas de foyers de contamination très denses et graves», relève P Benbouzid.

Le P Benbouzid s'est adressé aux partis politiques qui organisent les meetings dans le cadre de la campagne électorale pour le référendum du 1^{er} novembre, leur rappelant l'exigence de faire respecter la distance physique et le port des masques pour éviter

que ces rassemblements ne se transforment en clusters.

Tout en se félicitant de «la tendance baissière et des chiffres satisfaisants constatés récemment», l'invité de la rédaction de la Chaîne 3 insiste sur l'importance de préserver cet acquis qui a fait de l'Algérie l'un des pays ayant réussi à maintenir cet état.

Le ministre dément les rumeurs sur le report de la rentrée scolaire

Si la courbe des contaminations enregistre un léger rebond ces derniers jours, ceci n'ira pas jusqu'à décréter un report de la rentrée scolaire concernant le cycle primaire, selon le ministre de la Santé, P Benbouzid. Il assure qu'un ensemble de mesures sanitaires ont été mises

sur pied, à l'exemple de la distanciation entre les élèves, tout comme celle des tables, réservées, chacune, à un seul enfant. «Les responsables de l'Éducation, en collaboration avec les membres du Comité scientifique, ont mis en place un protocole sanitaire rigoureux qui permet de garantir la santé des élèves», assure le ministre.

Le P Benbouzid a tenu, enfin, à mettre en garde la population quant à des conditions favorables à la propagation du virus avec l'entame de la saison automnale et l'arrivée du froid. De même que le risque de confusion avec la grippe saisonnière, en perspective de laquelle tout est prêt pour le lancement de la campagne de vaccination, assure-t-il.

L. A. R.

En raison du programme chargé du Président Tebboune et du gouvernement Report de la réunion du Conseil des ministres

LA RÉUNION périodique par visioconférence du Conseil des ministres, qui devait se tenir hier dimanche, a été reportée en raison du programme chargé du président de la République et du gouvernement, indique un communiqué de la Présidence de la République.

«Il a été décidé de reporter la réunion du Conseil des ministres qui devait se tenir aujourd'hui par visioconférence, en raison du calendrier chargé des programmes du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et du gouvernement, en plus de raisons techniques», précise la même source.

R. N.

Coronavirus

199 cas et 10 décès en 24 heures

L'ALGÉRIE a enregistré 10 nouveaux décès du coronavirus ces dernières 24 heures, cinq cas de plus qu'hier (5), portant à 1 856 le total des morts, a annoncé, hier, le porte-parole du Comité scientifique en charge de la gestion de l'épidémie, le Pr Djamel Fourar.

Le nombre de contaminations a connu une baisse, avec 199 cas, soit 6 cas de moins par rapport à hier (205), pour atteindre au total 54 392 cas confirmés.

R. N.

Exclus de la prime de risque Covid-19

Sit-in de médecins à l'hôpital Lamine-Debaghine

Des médecins ont observé, hier, un sit-in devant la direction de l'hôpital Lamine-Debaghine (Alger) pour protester contre leur exclusion de la prime de risque liée à l'épidémie de coronavirus.

Ces médecins résidents, spécialisés en pharmacologie clinique, estiment «injuste» de ne pas bénéficier de cette prime, décidée par le président de la République au profit du personnel de la santé mobilisé dans le cadre de la prévention et la lutte contre l'épidémie de Covid-19.

Dans une lettre adressée au ministre de la Santé, ils dénoncent une «injustice» et demandent l'ouverture d'une enquête quant à la «bureaucratie» dont ils sont victimes. «L'administration locale a interprété la décision présidentielle à sa manière. Cela a eu pour conséquence qu'une partie des médecins sont exclus de cette prime», s'indignent-ils. Une situation illogique, sachant qu'une autre partie de médecins, bien qu'exerçant dans la même spécialité, en ont bénéficié. Pourtant, expliquent-ils, leur tra-

vail comporte beaucoup de risques en ces temps de crise sanitaire. «Nous sommes chargés d'effectuer des enquêtes périodiques concernant les effets secondaires des médicaments à travers les hôpitaux, ce qui fait que nous sommes exposés à la contagion à tout moment», expliquent-ils. «Une de nos collègues a déjà attrapé le virus», nous dira un des médecins protestataires. «La directrice du Centre national de pharmacovigilance et matériovigilance a présenté un rapport détaillé à la direction de l'hô-

pital concernant la nature de notre travail et notre droit à bénéficiaire de cette prime, mais il n'a pas été pris en considération», apprend-on auprès de ces médecins. Reçus, hier, par le DRH de l'hôpital, ce dernier a indiqué qu'il va prendre attache avec leur chef de service, en attendant une décision définitive. Une réponse qui n'a pas convaincu ces médecins, affirmant qu'ils sont dans leur droit après tous les efforts fournis depuis le début de l'épidémie.

Aomar F.

Cartable, trousse, stylo...

L'informel envahit le marché des fournitures scolaires

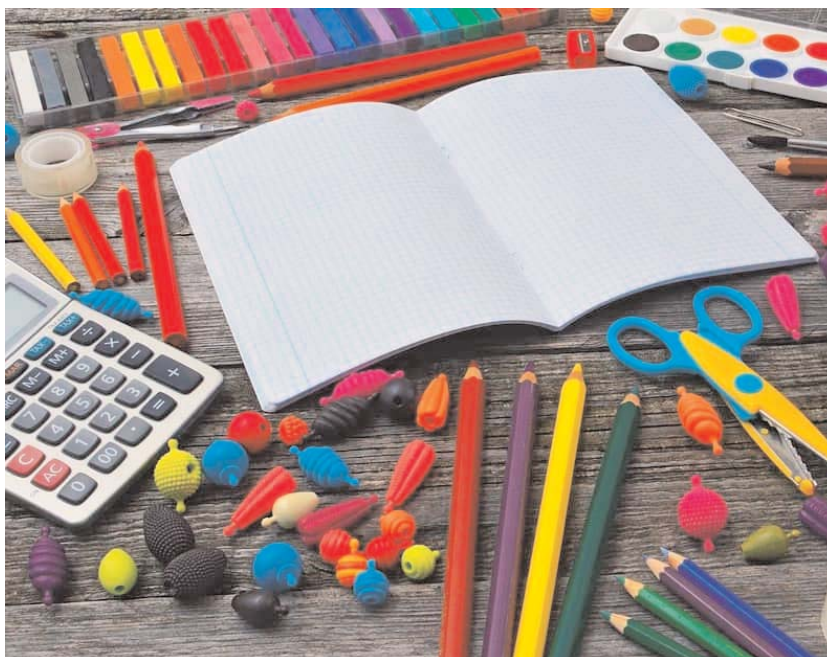
■ Après plus de sept mois d'interruption en raison de la pandémie de coronavirus, les élèves du primaire vont reprendre le chemin des écoles. A la veille de cette rentrée scolaire prévue ce mercredi, beaucoup de parents ont commencé à acquérir les fournitures scolaires et autres kits nécessaires.

Par Meriem Benchaoua

Les magasins au niveau des grandes surfaces et dans les rues principales de la capitale ont réservé des espaces aux articles scolaires et d'autres aux habits, chaussures et tabliers. Comme chaque année, il faut faire le plein de cartables, stylos, cahiers, gommes et autres compas. Toutefois, les parents se plaignent de la flambée des prix. En dépit de la baisse du pouvoir d'achat, ils sont contraints d'exécuter mille et une acrobaties en vue de pouvoir satisfaire leur progéniture.

Pas de répit pour les familles, habituées désormais à faire face à la même situation. Ceux qui ont déjà acheté trouvent les prix des habits et des fournitures scolaires très élevés. Toutefois, les parents usent de petites astuces pour réduire la facture, surtout si leur famille compte plusieurs enfants scolarisés, notamment en recyclant les articles acquis l'an dernier, dont les cartables et les tabliers.

Autre recours, ils se rendent



dans les marchés populaires où les prix sont raisonnables, en vue de réduire, un tant soit peu, les frais en évitant les grandes surfaces et les librairies. Même s'ils ne sont pas nombreux, c'est l'occasion pour eux d'accumuler de l'argent.

En quête de prix abordables, les parents, eux, n'hésitent pas à s'approvisionner dans la rue. Lors d'une tournée effectuée dans différentes boutiques de la capitale, la même scène se répète et devient coutume.

Les étals sont bien achalandés en fournitures scolaires, mais les prix proposés demeurent «exorbitants». Ce n'est pas aussi facile pour les parents de faire le bon choix, c'est-à-dire de trouver le bon article au meilleur prix.

Les vendeurs rivalisent d'ingéniosité pour attirer le plus grand nombre d'acheteurs en soignant leurs devantures, en vantant leurs produits et en

annonçant des réductions plus séduisantes les unes que les autres. Rencontrée à la Place des Martyrs, une mère a dit préférer acheter les affaires scolaires pour ses deux fils, en quatrième année primaire et en deuxième année moyenne, chez les vendeurs qui exposent leurs marchandises sur des étals à des prix moins chers.

«Depuis des années, je me suis habituée à acquérir ici les affaires scolaires pour mes enfants, en raison de la grande différence entre les prix pratiqués ici et ceux affichés dans les magasins et les librairies, pouvant atteindre parfois 1 000 DA/article», a-t-elle soutenu.

Un autre vendeur a quant à lui indiqué que les parents venus seuls acheter des affaires scolaires pour leurs enfants étaient plus sereins et tranquilles que ceux venus accompagnés par leur progéniture, qui souvent est attirée par les cou-

leurs, les formes et la marque des articles vendus et qui contraignent les parents à céder à leur désir, en dépit de la cherté. Les familles avec trois ou quatre enfants scolarisés sont les plus touchées par ces dépenses, surtout que plus on avance dans les différents paliers, plus le coût des fournitures sera élevé.

Hors de portée pour les familles nombreuses aux revenus modestes. Il faut compter 7 000 à 8 000 DA en moyenne par enfant. Malgré les contributions de l'État et les mesures prises en faveur des familles nécessiteuses auxquelles on octroie, chaque année, une prime de 5 000 DA par enfant scolarisé, de plus en plus de parents éprouvent des difficultés pour subvenir aux besoins de leurs enfants, particulièrement les smicards. Les petites bourses souffrent à chaque événement.

M. B.

Complexe sidérurgique «Tosyali» d'Oran Exportation de 18 400 tonnes de produits vers le Canada

LE COMPLEXE sidérurgique «Tosyali» de Bettioua (Oran) a exporté 18 000 tonnes de rond à béton et 400 autres tonnes de fil de fer vers le Canada, a-t-on appris, hier, auprès de la cellule de communication de ce complexe.

L'opération d'exportation de différents produits du complexe sidérurgique, la septième du genre cette année, a été effectuée le week-end dernier à partir du port de Mostaganem vers les ports d'Oshowa et de Sural au Canada, a-t-on indiqué.

En novembre, il est prévu l'exportation de 5 000 tonnes de fil de fer vers la Roumanie, troisième opération de ce genre de produits de ce complexe vers ce pays, ainsi qu'une autre exportation de rond à béton vers le Sénégal depuis le même port, a-t-on annoncé.

Pour rappel, le complexe «Tosyali» a exporté, cette année, plus de 49 000 tonnes de rond à béton vers la Grande-Bretagne, le Canada et les USA, environ 3 000 tonnes de tubes de fer vers l'Angola et 3 000 tonnes de fil de fer vers le Sénégal.

M. Y.

Commercialisation progressive de 48 000 tonnes de volaille

Objectif : casser les prix du poulet avant le Mouloud...

L'Office national des aliments de bétail procède, à partir d'aujourd'hui, à la commercialisation progressive de près de 48 000 tonnes de poulet stockées au niveau national, en vue de casser les prix avant la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif. Dans une déclaration à l'APS, le directeur général de l'Onab, Mohamed Betraoui, a fait savoir que cette

opération qui sera lancée aujourd'hui se déroulera graduellement au niveau national, avec un prix fixé à 250 DA/kg. La commercialisation de ces stocks de poulet est à même de barrer la route à toute tentative de spéculation et d'augmentation des prix une semaine avant la fête du Mawlid Ennabaoui Echarif, une occasion marquée habituellement par la hausse

de la demande sur la viande blanche, a-t-il expliqué.

Cette décision a été prise après la hausse sensible enregistrée récemment dans les prix de la volaille qui ont atteint 360 DA/kg, a-t-il ajouté. Quelque 49 points de vente agréés ont été mis en place au niveau de 23 wilayas dont Alger, Blida, Oran, Annaba, Constantine, Tlemcen,

Mostaganem et Sidi Bel-Abbès.

D'autres points de vente ont été mis en place à travers les wilayas du Grand Sud, dont Adrar, Illizi, Ghardaïa et El Menia, a fait savoir le même responsable. Les points de vente à Alger se trouvent à Chéraga, Aïn Benian, Hussein Dey et Réghaïa (3 points de vente), a précisé M. Betraoui.

H. N.

LA QUESTION DU JOUR

L'Amérique 20 ans plus tard

Suite de la page une

Joe Biden, donné gagnant par les sondages dans la plupart des Etats décisifs, sait très bien qu'avec Donald Trump pour concurrent, la victoire ne sera acquise que dans le cas où elle est large et massive. Si au lendemain du 3 novembre, son avance peut tenir dans un mouchoir de poche, elle ne sera pas reconnue. Elle sera même contestée, mise sur le compte d'une fraude non pas marginale, mais massive et généralisée, pour reprendre une formule bien de chez nous. Une élection qui serait massive et généralisée est en fait une élection qu'il faudrait prendre à l'envers : le vainqueur proclamé est en réalité le vaincu, et celui-ci le vrai celui-là. Il y a des chances pour qu'elle fleurisse aux Etats-Unis au lendemain du 3 novembre, tout en s'américanisant bien sûr. Pour faire sortir le sortant, Biden a besoin de plus que d'une avance : d'une victoire écrasante. Les sondages le conforteraient plutôt dans cette perspective. Sauf que les sondages avaient déjà accordé une avance nette à Hillary Clinton en 2016, laquelle à la fin n'avait pas gagné, même si elle avait obtenu un plus grand nombre de voix que Trump. Georges Bush avait été élu avec une poignée de voix de plus que son adversaire et dans un seul Etat, à la suite d'un imbroglio judiciaire. Il en faudrait infiniment plus pour Biden pour être intronisé. On peut le dire autrement : Bush s'était trouvé président grâce au fair play, ou au patriotisme de Gore, qui avait accepté la défaite, non pas pour les beaux yeux de Bush mais pour épargner à son pays une grave crise politique. Ce qu'il avait fait, on imagine que son rival aurait pu le faire lui aussi. Vingt ans plus tard, les Etats-Unis ne sont plus les mêmes. Les ferments de la division ont eu le temps de faire leur œuvre. Pour que Trump accepte sa défaite, il faudrait qu'elle soit éclatante, immense, écrasante, monstrueuse même. De là la question : est-il possible de lui en infliger une qui soit tout cela à la fois ? Non, il ne semble pas.

M. H.

Ouargla/Daira frontalière d'El-Borma

Fourniture de l'électricité par l'énergie solaire dans les régions enclavées

■ Les populations nomades de ces régions se sont vu accorder des kits solaires leur permettant de bénéficier des bienfaits de l'électricité et de faire fonctionner leurs équipements électroménagers.

Par Hamid M.

Plusieurs régions enclavées de la daïra frontalière d'El-Borma (420 km au sud-est de Ouargla) ont été approvisionnées en électricité par l'énergie solaire, durant le premier semestre de l'année en cours, a-t-on appris, hier, auprès de la Conservation des forêts de la wilaya de Ouargla.

Inscrite au titre du programme de développement des zones d'ombre, cette opération, dotée d'un investissement de 24 millions DA puisé du Fonds spécial de développement des régions du Sud (FSDRS-2019), a permis l'alimentation en électricité de six zones (El-Guelta, Rhourid El-Allouche, Bir-Larbi, Ain-Nagua, Zeneïgua et Bir El-Ouastarne), selon les données fournies par la

Conservation des forêts lors de la récente tournée d'inspection des autorités locales dans cette daïra frontalière.

Les populations nomades de ces régions se sont vu accorder des kits solaires leur permettant de bénéficier des bienfaits de l'électricité et de faire fonctionner leurs équipements électroménagers, a-t-on souligné. L'opération de généralisation de l'exploitation de l'énergie solaire à des fins d'électrification vise l'amélioration des conditions de vie des populations locales et leur fixation dans leurs zones d'habitation. Elle a été favorablement accueillie par les familles bénéficiaires en ce qu'elle leur permet de vivre décemment dans ces zones sahariennes aux rudes conditions climatiques, en été comme en hiver. **H. M.**



Ph/D. R.

Secteur des Ressources en eau

Vers l'intégration des centres de formation dans une SPA

Le secteur des Ressources en eau prévoit l'intégration des centres de formation relevant de

son institution dans une seule société par actions (SPA), indique, samedi, le directeur général de l'Algérienne des eaux (ADE), Smail Amirouche.

S'exprimant en marge de la cérémonie d'ouverture de la nouvelle année de formation des cadres du secteur des Ressources en eau au Centre national de formation aux métiers de l'eau (CNFME) relevant de l'ADE, M. Amirouche a précisé que l'intégration de ces centres intervient dans le cadre de la nouvelle approche du secteur visant à réaliser la complémentarité entre les différentes institutions du secteur.

Cette démarche devra renforcer les centres de formation à même de couvrir toutes les spécialités et répondre à la demande exprimée au niveau des institutions du secteur des Ressources en eau.

Le secteur aspire également, à travers cette future SPA, à s'orienter vers la coopération et la complémentarité avec les autres secteurs pour la formation des cadres ne relevant pas du

secteur et les techniciens étrangers, a-t-il expliqué.

Selon M. Amirouche, ces centres visent à améliorer le niveau des fonctionnaires, des cadres et des responsables du secteur, outre une gestion efficace de la ressource humaine.

Ces centres leur permettront de bénéficier de la formation adéquate avant d'accéder à des postes de responsabilité, de

prendre connaissance de la politique de l'institution et de mieux assimiler sa stratégie et ses normes dans la gestion, a-t-il ajouté. Il est procédé actuellement à l'accompagnement d'un groupe de cadres ayant été installé récemment afin de leur permettre une meilleure maîtrise des rudiments de la gestion, en renforçant leurs qualifications et compétences complémentaires

en vue d'améliorer leur rendement, notamment en matière de numérique.

Concernant le domaine de coopération avec le secteur de la Formation, le DG de l'ADE a fait état de la coordination bilatérale pour l'élaboration de programmes pédagogiques, ajoutant qu'il est prévu d'élargir cette coopération à d'autres domaines. **Fatah G.**

Monde arabe

Le 6^e Congrès arabe de l'habitat les 22 et 23 décembre à Tunis

Le 6^e Congrès arabe de l'habitat sera organisé les 22 et 23 décembre à Tunis par visioconférence, en collaboration avec le secrétariat général de la Ligue arabe.

Ce congrès verra la participation des pays arabes à travers la technique de la visioconférence et ce, en raison de la crise sanitaire due à la propagation du coronavirus dans le monde, indique un communiqué du ministère tunisien de l'Équipement, de l'Habitat et de l'Aménagement du territoire

D'après la même source, le congrès se tien-

dra en collaboration avec le secrétariat général de la Ligue arabe qui prendra en charge la tenue de la 37^e session du Conseil des ministres de l'Habitat et de la Reconstruction qui se tiendra à distance le 21 décembre prochain.

Ce congrès constitue une occasion pour prendre connaissance des différentes expériences menées par les pays arabes et d'échanger les expertises dans le domaine de l'habitat, la construction durable et le développement urbanistique.

R. T.

Tlemcen

Distribution d'un second lot de 30 bus scolaires

Une cérémonie de distribution d'une trentaine de bus scolaires s'est déroulée, hier, au siège de la wilaya de Tlemcen, présidée par le chef de l'exécutif de wilaya, Amoumene Mermouri, en présence des responsables et des élus locaux.

Cette opération, qui intervient à quelques jours de la rentrée scolaire, permettra, selon le wali, d'offrir les conditions nécessaires aux élèves résidant dans les zones éloignées et dans les zones d'ombre de rejoindre leurs établissements sans contrainte aucune.

Le wali a, par ailleurs, souligné que cette opération est la seconde après celle organisée en été dernier où 40 bus ont été distri-

bués à toutes les communes de la wilaya. Après cette seconde opération, un autre lot d'une trentaine de bus scolaires sera également distribué le 1^{er} novembre prochain, a indiqué Mermouri qui a exhorté les maires à bien déterminer les zones où le manque de transport se fait sentir, à utiliser les bus exclusivement pour le transport des élèves et à veiller à l'entretien régulier de ces bus. Le renforcement des moyens de locomotion doivent permettre de faciliter les déplacements des jeunes élèves et aussi de consolider les bons résultats acquis cette année notamment au Bac, à travers la wilaya de Tlemcen, a-t-il souligné.

La wilaya de Tlemcen, qui s'apprête à l'instar des autres wilayas du pays à accueillir les élèves pour l'année scolaire 2020/2021, a réalisé, selon le directeur de l'Éducation de la wilaya, quelque 14 écoles primaires dont la majorité va ouvrir ses portes aux jeunes élèves dès ce mois, en attendant l'achèvement d'autres, dont les délais sont fixés à décembre prochain.

La réception de quatre CEM et deux lycées est également envisagée prochainement dans l'optique de faire face à la pression du nombre sans cesse croissant des élèves par classe.

O. N.

Briqueterie de Seddouk à Béjaïa

Les travailleurs réclament leurs salaires

LES TRAVAILLEURS de la briqueterie de Seddouk relevant du groupe «Dinvidus Algérienne de production des matériaux de construction» (APMC) sont en colère. Ils ont observé récemment un rassemblement de protestation devant le tribunal d'Akbou pour réclamer le paiement de leurs arriérés de salaires. Ils ont arboré une banderole blanche sur laquelle était écrit : «Travailleurs de l'unité de production de briques de Seddouk sans salaires depuis 15 mois». Les travailleurs de la briqueterie de Seddouk, filiale de l'Algérienne des produits de matériaux de construction (APMC/ex-Somacob), n'ont pas perçu leurs salaires en dépit de plusieurs actions de protestation organisées depuis le mois de juillet 2019. L'entreprise fait face apparemment à des difficultés financières, faute de plan de charge et de marchés. Les 120 travailleurs craignent que l'employeur prépare un plan pour fermer l'entreprise, les privant ainsi de plusieurs mois de salaires et pour se retrouver au chômage. Ils réclament la relance de l'unité. Pour rappel, cette unité relevant du secteur public industriel avait été renouée et remise en exploitation en juillet 2017, après une importante aide financière octroyée par l'État.

H. Cherfa

Selon le FMI

Avec une pandémie non maîtrisée, la reprise économique mondiale sera lente

■ La reprise économique mondiale sera lente tant que la pandémie de Covid-19 ne sera pas sous contrôle, a déclaré l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI), Gita Gopinath, relevant les efforts multilatéraux pour contenir le virus.

Par Lylia K.

M^{me} Gopinath a estimé, dans un entretien accordé à l'agence d'information chinoise (Xinhua), que les résultats économiques au 2^e trimestre ont été moins catastro-

Au 4^e trimestre La France, l'Espagne et les Pays-Bas verront leur PIB chuter

LA FRANCE, l'Espagne et les Pays-Bas devraient voir l'activité se contracter de nouveau au quatrième trimestre en raison de la structure de leur économie, plus vulnérable aux restrictions sanitaires, et de l'intensité de ces dernières, estime l'assureur-crédit Euler Hermès dans une étude vendredi. Couvre-feu en France, confinement régional en Espagne et partiel aux Pays-Bas : Euler Hermès a revu à la baisse sa prévision d'évolution du produit intérieur brut (PIB) au quatrième trimestre pour ces trois pays qui ont «perdu le contrôle de l'épidémie», selon cette étude passant en revue «l'exposition au risque sanitaire» de 12 pays de la zone euro.

Pour la France, il table sur une baisse du PIB de 1,1 % par rapport au troisième trimestre, de 1,3 % en Espagne et de 1 % aux Pays-Bas. En France, l'Insee prévoit une croissance nulle au dernier trimestre, mais cette prévision a été publiée avant le nouveau tour de vis annoncé mercredi. En Espagne, le poids prépondérant du tourisme, à l'arrêt, explique sa contre-performance tandis que la vulnérabilité de la France est «liée à la part des services très forte, de l'ordre de 75 % du PIB». En outre, la France ne bénéficie pas, comme l'Allemagne, de la reprise du commerce international, notamment en provenance de Chine, et n'est pas non plus, comme l'Italie, «bien positionnée sur les chaînes de valeur». Le tableau qui se dégage est celui d'une reprise en K (creusement des inégalités entre secteurs) voire en W (double rebond), le second V étant cependant moins marqué que le premier. En matière de réponse macroéconomique, l'assureur-crédit «ne s'attend pas à un vaccin avant septembre 2021, ce qui veut dire qu'on va avoir une stratégie de "stop and go" d'ici là».

R. E.

phiques et que la reprise mondiale devrait être forte au 3^e trimestre. Toutefois, la dynamique pourrait connaître un ralentissement par la suite.

«Nous vivons toujours avec la pandémie dans de nombreuses régions du monde, ce qui va ralentir la reprise car les secteurs des services à forte intensité de contact ne se remettront pas complètement tant que la pandémie ne sera pas sous contrôle», selon elle.

Dans son dernier rapport sur les Perspectives de l'économie mondiale (PEM), le FMI prévoit que l'économie mondiale se contractera de 4,4 % en 2020, soit 0,8 point de pourcentage de plus que les prévisions de juin. Malgré cette révision à la hausse, M^{me} Gopinath a averti que la sortie de cette crise sera probablement «longue, inégale et très incertaine». Il subsiste une énorme incertitude quant aux perspectives économiques mondiales, selon ce rapport qui a souligné les risques de baisse



P.V.D. R.

tels que la résurgence du virus, les restrictions croissantes sur le commerce et les investissements, ainsi que l'incertitude géopolitique croissante.

«Nous sommes très préoccupés par la possibilité d'une deuxième vague», a souligné M^{me}

Gopinath. «Et s'il y a effectivement une deuxième vague sérieuse, qui conduit à des mesures de confinement et de verrouillage beaucoup plus étendues, alors cela constituera certainement un grand risque de baisse pour nos prévisions», a-t-

elle relevé.

Les tensions commerciales sont également une préoccupation majeure, a-t-elle ajouté, notant que ce problème existait déjà antérieurement à la pandémie.

L. K.

Brexit

Londres dit vouloir un accord mais renvoie la balle à Bruxelles

Le gouvernement britannique a déclaré hier toujours vouloir conclure un accord commercial post-Brexit avec l'Union européenne, malgré des négociations dans l'impasse, tout en estimant que la balle était «dans le camp» des Européens.

«J'espère toujours que nous aurons un accord», a déclaré le ministre d'Etat Michael Gove sur la chaîne Sky News.

«Je veux un accord, j'ai très envie d'y parvenir mais pour cela, il faut que les deux parties fassent des compromis. Ce n'est pas ce que l'UE fait en ce moment», a-t-il ajouté, estimant que les Européens ne sem-

blaient pas «sérieux» dans leur volonté d'aboutir.

Déjà poussives, les négociations commerciales se sont envenimées jeudi quand les 27 réunis en conseil ont exigé des concessions de Londres, tout en disant vouloir poursuivre les pourparlers pour arriver à un accord de libre-échange avant l'année prochaine, quand les règles européennes cesseront de s'appliquer au Royaume-Uni.

Mais Londres a refusé net, conditionnant la poursuite des discussions à «un changement fondamental d'approche» de la part des Européens.

Un porte-parole du Premier

ministre Boris Johnson avait souligné que pour les Britanniques, les négociations commerciales étaient «finies». Le négociateur en chef européen Michel Barnier et son homologue britannique David Frost doivent s'entretenir lundi au sujet du «format» des pourparlers, selon la Commission européenne.

«La balle est dans son camp», a insisté Michael Gove à propos du négociateur européen. Sur la BBC, il a répété que la porte des négociations restait «entrouverte» si l'UE modifiait effectivement «sa position». A défaut d'accord permettant au

Royaume-Uni de retrouver sa pleine souveraineté, a souligné M. Gove, son pays n'hésiterait pas à opter pour un «no deal» au 1^{er} janvier, potentiellement dévastateur pour des économies déjà fragilisées par la pandémie, avec le rétablissement de quotas et droits de douane entre les 27 et Londres.

Les discussions butent sur trois sujets : l'accès pour les Européens aux poissonneries eaux britanniques, les garanties réclamées à Londres en matière de concurrence malgré de récents progrès et la manière de régler les différends dans le futur accord.

Mohamed A.

Etats-Unis

Le déficit budgétaire triple à un record de 3 100 milliards de dollars

Le déficit budgétaire américain a triplé pour atteindre un record de 3 100 milliards de dollars au cours de l'exercice qui s'est terminé le 30 septembre dernier, alors que l'exécutif luttait contre la pandémie de coronavirus qui a plongé le pays dans une récession, la pire depuis la crise des années 1930, rapporte samedi le «Wall Street Journal».

En proportion de la production économique, l'écart budgétaire de l'exercice 2020 a atteint environ 16,1 %, le plus important depuis 1945 lorsque le pays finissait des opérations mili-

taires massives pour aider à mettre fin à la Seconde Guerre mondiale, précise le journal sur la base des chiffres du département du Trésor. Et d'ajouter que la dette fédérale a totalisé 102 % du produit intérieur brut, la première fois qu'elle a dépassé la taille de l'économie pour l'ensemble de l'exercice en plus de 70 ans, selon les estimations du Comité pour un budget fédéral responsable. Cela a placé les Etats-Unis dans la même catégorie que des pays comme la Grèce, l'Italie et le Japon, qui comptent parmi les pays les plus

endettés du monde. Selon le journal, les républicains du Sénat, invoquant la dette croissante, se sont opposés à une proposition de la Maison-Blanche de dépenser 1 880 milliards de dollars supplémentaires et le projet de 2 200 milliards de dollars que les démocrates de la Chambre des représentants veulent ajouter au programme d'aide contre la récession que connaît le pays, la pire depuis la Grande Dépression des années 1930. De nombreux économistes et responsables de la Réserve fédérale (Fed) soutien-

ent, toutefois, que la relance de la croissance devrait être la première priorité, et que les inquiétudes concernant le déficit peuvent être reléguées au second plan. «Des temps sans précédent appellent à des déficits sans précédent», a estimé William Hoagland, premier vice-président du Bipartisan Policy Center, un centre de réflexion centriste de Washington, cité par le «WSJ». «Le déficit d'aujourd'hui est le résultat de six mois de lutte contre la pandémie et ses retombées économiques», a-t-il rappelé.

F. H.

El Tarf

Mise en service de trois projets de développement local à El Kala et Fetzara

■ Trois projets de développement local, destinés à l'amélioration des conditions de vie des populations relevant respectivement des communes d'El Kala et du Lac des Oiseaux (El Tarf), ont été mis en service par le wali.

Par Yasmina R.

Acompagné des autorités civiles et militaires ainsi que de la famille révolutionnaire, le chef de l'exécutif, Harfouche Benarar, a procédé à la mise en service du projet de renforcement de l'alimentation en eau potable (AEP) au profit de la localité de M'rédimia, à El Kala, à partir du champ Boumalek, pour un montant de 45 millions de dinars. Cette opération permet, à présent, d'assurer une alimentation en eau potable de 2 700 m³/j, au niveau de cette localité, a-t-on expliqué, signalant que ce renforcement de l'AEP a été possible à l'issue de travaux de réalisation, dans le cadre des programmes communaux de développement (PCD), ayant permis d'atteindre un débit de 10L/S et de la réalisation d'un transfert sur 7 km. Aussi, un stade de proximité a été également inauguré au niveau de Gantra El Hamra, à El Kala, au grand bonheur des

jeunes de cette région. Le wali a, par ailleurs, présidé une cérémonie de mise en service d'une opération de raccordement au réseau de distribution de gaz de ville au profit de la localité de Fetzara, relevant de la commune du Lac des oiseaux, pour un montant de 58 millions de dinars. Il a, à chaque étape de sa visite, rappelé les efforts déployés au quotidien par l'Etat, dans le cadre de la prise en charge des préoccupations des citoyens et l'amélioration de leurs conditions de vie. La délégation de wilaya s'était auparavant recueillie au cimetière des martyrs du chef-lieu de wilaya, où une gerbe de fleurs a été déposée au pied de la stèle commémorative, avec la lecture de la Fatihah à la mémoire des glorieux chouhada de la guerre de Libération nationale.

Y. R.



Constantine

Attribution de 881 logements publics locatifs

Une opération de remise des clés de 881 logements publics locatifs (LPL), réalisés à l'extension Ouest de la nouvelle circonscription administrative Ali-Mendjeli, (Constantine), a été lancée en présence des autorités civile et militaire. «La remise des clés de ce quota, destiné aux demandeurs de logements de la commune de Constantine, intervient après l'achèvement des travaux d'aménagement extérieur et la réalisation des commodités

nécessaires, dans le souci d'assurer un meilleur cadre de vie pour les bénéficiaires», a indiqué le chef de l'exécutif local, Ahmed Abelhafid Saci, lors de la cérémonie de remise des clés organisée à la maison de la culture Malek-Haddad de Constantine, à l'occasion de la Journée nationale de l'émigration, commémorant le 59^e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961. Le même responsable a révélé qu'un autre lot de 700 logements

promotionnels aidés (LPA) sera distribué «en novembre prochain», en sus de l'attribution de 2 020 logements publics locatifs (LPL) «au cours du premier trimestre de l'année 2021». Le wali, a, par ailleurs, assuré que les listes des bénéficiaires des 1 500 logements LPL, réalisés dans la commune d'El Khroub, seront affichées «avant la fin de l'année en cours». Aussi, les travaux d'aménagement extérieur de 4 000 logements publics loca-

tifs (LPL), réalisés dans la ville d'Ali-Mendjeli, seront lancés «incessamment», a affirmé le même responsable, soulignant que ce projet sera livré «à la fin du premier semestre de l'année 2021». A noter que cette opération de remise des clés a été marquée par une cérémonie en l'honneur des familles de chouhada, de moudjahidine et des membres de la garde communale.

Ayemen N.

Oran

Un laboratoire privé d'analyses agréé pour effectuer les PCR

Un laboratoire privé d'analyses à Oran a été récemment agréé par l'Institut Pasteur pour effectuer des analyses PCR (réaction de polymérisation en chaîne) relatives au Covid-19, a-t-on appris du directeur local de la santé et de la population. Lors d'une conférence de presse au niveau du siège de sa direction, consacrée à la situation sanitaire dans la wilaya d'Oran, Abdenaceur Boudaa a indiqué que l'Institut Pasteur a récemment délivré un agrément au profit d'un laboratoire privé d'analyse

qui est désormais habilité à effectuer des PCR Covid-19, faisant savoir que trois autres dossiers sont à l'étude. «L'octroi des agréments obéit à des critères stricts qui doivent être validés par l'Institut Pasteur. Les critères concernent les locaux des laboratoires, l'appareil PCR et le personnel», a expliqué le même responsable, indiquant que tous les laboratoires ne remplissent pas ces critères. «Il s'agit d'une grande responsabilité qui peut relever du pénal», a-t-il rappelé, mettant en garde tout établissement de

santé qui ose faire des PCR sans agrément. M. Boudaa a, par ailleurs, assuré qu'une quatrième unité PCR relevant du secteur public (en plus de celles du CHU et de l'EHU) sera prochainement mise en service, permettant de prendre en charge plus de malades dans des délais qui ne dépassent pas 48 heures. Sur un autre registre, le DSP d'Oran a fait savoir que le nombre de lits au niveau de l'hôpital «Nedjma», réservé pour prendre en charge les cas Covid-19, passera de 120 à 224 lits, en le dotant d'un espa-

ce de réanimation. «Nous comptons acquérir 10 respirateurs pour les placer au niveau de l'hôpital «Nedjma», a-t-il fait savoir, ajoutant qu'il est par ailleurs question, dans un moyen terme, de mettre en place un deuxième service Infectieux. Le seul existant à Oran étant celui du CHUO. La constitution de stocks de moyens de protection pour les équipes médicales et du matériel pour prendre en charge les malades dont les respirateurs, constitue la priorité en ce moment, a-t-il déclaré. A. O.

Tiaret

Distribution de 65 bus de transport scolaire et 26 engins de travaux publics

Une opération de distribution de 65 bus de transport scolaire et de 26 engins des travaux publics a été organisée dans la wilaya de Tiaret, à l'occasion de la célébration de la journée nationale de l'émigration. Le wali de Tiaret, Mohamed Amine Dramchi, a souligné, lors d'une cérémonie symbolique de remise de ces moyens de transport et de matériel, que la distribution de ces bus à la veille de la rentrée scolaire permet à 21 communes sur 42 collectivités locales de la wilaya d'être satisfaites en

termes de transport scolaire, affirmant que l'Etat continue à œuvrer pour fournir de tels moyens à diverses régions. Le parc de la wilaya comprend désormais 305 bus de transport scolaire, a fait savoir le wali, déclarant que toutes les conditions sont réunies pour accueillir les élèves du primaire le 21 octobre et les élèves du secondaire et du moyen le 4 novembre, dont les enfants de familles nomades, tout en assurant une application stricte du protocole sanitaire de prévention contre la pandémie

de Covid-19. Les festivités de commémoration de la journée nationale de l'émigration ont été marquées par une cérémonie de recueillement à la mémoire de chouhada par le dépôt d'une gerbe de fleurs devant la stèle commémorative de la place «Mohamed-Boudiaf» au chef-lieu de wilaya, une intervention du secrétaire de wilaya de la Fédération du Front de libération nationale en France et la projection d'un documentaire sur cet anniversaire au musée du moudjahid.

S. Y.

Médéa

Plus de 150 foyers du village de «Sidi-Ali» à El-Hamdania raccordés au gaz naturel

AU TOTAL, 157 foyers, situés au niveau du village de «Sidi-Ali», dans la commune d'El-Hamdania (nord de Médéa), ont été raccordés au réseau local de distribution de gaz naturel, à l'occasion de la commémoration de la journée nationale de l'immigration correspondant au 59^e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961. La mise en service de ce nouveau réseau de raccordement domestique en gaz naturel, réalisé dans le cadre de l'ancien programme quinquennal 2010-2014, s'est déroulée en présence du wali, Djahid Mousse, qui a saisi cette opportunité pour rappeler les efforts consentis par l'Etat en vue de couvrir le plus grand nombre possible de communes et d'agglomérations urbaines secondaires en gaz naturel. Une subvention budgétaire, d'un montant de plus de 230 millions de DA, a été nécessaire pour le financement des travaux de raccordement de cette agglomération urbaine secondaire, soit l'équivalent de 1,5 million de DA pour chaque foyer, selon les explications fournies sur place par un responsable de la direction locale de l'énergie. Un réseau de distribution, d'un linéaire de 18 km, a été réalisé pour permettre le branchement des foyers qui font, ainsi, leurs adieux aux bonbonnes de gaz butane et peuvent, désormais, passer l'hiver dans des conditions meilleures.

R. R.

Oscars 2021

Le film «Héliopolis» de Djaâfar Gacem en compétition

■ Le réalisateur algérien Djaâfar Gacem représente l'Algérie aux Oscars 2021. C'est avec son dernier film «Héliopolis» qu'il participe à la compétition du meilleur long métrage international (film non anglophone) qu'organise l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences (AMPAS), a indiqué le Comité de sélection algérien. Ce film, qui détaille les raisons qui ont mené aux manifestations du peuple algérien le 8 mai 1945 au lendemain de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, se veut une condamnation expresse des massacres auxquels s'est livrée la France coloniale en Algérie.

Par Abia Selles

Le film «Héliopolis», du réalisateur Djaâfar Gacem, a été retenu pour représenter l'Algérie aux Oscars 2021, dans la compétition du meilleur long métrage international (film non anglophone) qu'organise l'Academy of Motion Picture Arts and Sciences (AMPAS), a indiqué le Comité de sélection algérien, présidé par le réalisateur Mohamed Lakhdar Hamina.

Inspiré de faits réels dans l'Algérie des années quarante (1940), le film traite des deux visions, assimilationniste véhiculée par le fils d'un Qaid, et indépendantiste à travers les idées d'un jeune étudiant, fils d'un propriétaire terrien dans la bourgade d'«Héliopolis» à Guelma (Est d'Algérie). Le film, qui détaille les raisons qui ont mené aux manifestations du peuple algérien le 8 mai 1945 au lendemain de la fin de la Deuxième Guerre mondiale, se veut une condamnation expresse des massacres auxquels s'est livrée la France coloniale en Algérie. Selon le réalisateur, le film «est prêt depuis fin février passé», mais sa projection avait été reportée à plusieurs

reprises par la partie en charge de sa production, le Centre algérien de développement du cinéma (CADC), relevant du ministère de la Culture et des Arts.

A l'affiche de ce premier long métrage du réalisateur Djaâfar Gacem des acteurs algériens, tels Aziz Boukrouni, Mehdi Ramdani et Fodhil Assoul en plus d'acteurs français. Egalement scénariste, Djaâfar Gacem s'est rendu célèbre à travers la réalisation de plusieurs sitcoms et séries à succès, à l'instar de Nass Mlah City (2001), Djemai Family (2008) et Soltane Achour Acher (2015). Pour qu'un film figure sur sa première liste

de meilleur long métrage international, l'AMPAS exige, entre autres, une projection commerciale, durant au moins une semaine, dans le pays d'origine. La remise des Oscars de la 93^e édition (2021) aura lieu le 25 avril prochain au lieu du 28 février (rendez-vous habituel), et ce, en raison de la pandémie de coronavirus. La 92^e cérémonie a vu la consécration du film sud-coréen «Parasite», qui a rafflé le prix du meilleur film long métrage international. L'Algérie avait décroché ce prestigieux prix en 1969 pour le film franco-algérien «Z» du réalisateur franco-grec Costa-Gavras. A. S.



Salles de cinéma inexploitées

Possibilité de rétrocession au ministère de la Culture

Les salles de cinéma, inexploitées ou détournées de leur vocation initiale, peuvent être rétrocédées au domaine privé de l'Etat et dont la gestion est confiée au ministère de la Culture, selon le texte du projet de loi de finances (PLF 2021), publié sur le site Internet du ministère des Finances.

«Les salles de spectacles cinématographiques, cédées aux communes en application de l'article 88 de la loi n° 80-12 du 31 décembre 1980 portant loi de finances pour 1981, non exploitées ou détournées, peuvent

être, après délibération de l'Assemblée populaire communale, rétrocédées au domaine privé de l'Etat et dont la gestion est confiée au ministère de la Culture, selon les termes de l'article 109 du texte, qui exclut les biens immeubles appartenant à des particuliers». L'article 110 du projet de loi stipule que l'Etat apportera une contribution financière au profit des communes concernées par le transfert des salles de cinéma.

Les salles de cinéma, entre autres structures publiques, ont été cédées, à titre gra-

duit, au profit des communes sur le territoire desquelles ces lieux de spectacle sont situés, selon les termes de l'article 88 de la loi de finances pour 1981.

Le ministère de la Culture et des Arts compte aujourd'hui 81 salles de cinéma sous sa tutelle dont à peine 25 sont exploitées, alors que les communes s'attribuent la gestion de plus de 251 autres salles majoritairement inexploitées, délabrées ou détournées.

F. H.

Une rencontre sur les massacres du 17 octobre 1961

«Un crime colonial» peu présent dans le cinéma algérien

Les massacres du 17 octobre 1961, un crime colonial commis contre des Algériens qui manifestaient pacifiquement à Paris, est «peu présent» dans le cinéma algérien, ont estimé, samedi à Alger, des participants à une rencontre sur l'événement.

Organisée à la villa Dar Abdeltif en commémoration de la Journée nationale de l'émigration, marquant le 59^e anniversaire des manifestations du 17 octobre 1961, la rencontre a été une occasion pour passer en revue la place de ces douloureux événements dans le cinéma algérien. Le producteur Yacine

Laloui considère que les films, tous genres confondus, traitant de certains événements historiques, notamment les massacres du 17 octobre 1961 à Paris, sont «peu nombreux» pour cause de difficultés liées à la diffusion des films traitant de la mémoire en France ainsi que le manque de financement.

M. Laloui souligne que la «politique dirigiste menée par les pouvoirs publics», a «restreint» la liberté de création et favorisé l'émergence d'un «cinéma événementiel» et des «films à la demande» financés par des fonds publics. Intervenant par visioconférence, le critique de cinéma Ahmed Bedjaoui a rap-

pelé les quelques films qui ont traité des massacres du 17 octobre 1961, dont «Octobre à Paris», premier film traitant des massacres du 17 octobre 1961, réalisé en 1962 par Jacques Panijel, et censuré en France avant sa diffusion 11 ans plus tard. Autre film traitant de ces événements, «Le silence du fleu-

ve», un documentaire de Mehdi Lallaoui, sorti en 1991, était un des films, basé sur des témoignages et de documents d'époque, qui revient sur la violente répression des manifestants algériens à Paris contre un couvre-feu discriminatoire des autorités françaises.

M. K.

«La Révolution» sur Netflix

Une série pas si «fantastique» qu'il n'y paraît

«Et si on nous avait menti depuis plus de deux siècles ? Voici la véritable histoire de la Révolution française...», promet le résumé de la série «La Révolution», production originale

made in France de Netflix, en ligne ce vendredi 16 octobre. On y parle d'uchronie, de sang bleu, de virus et de nobles qui attaquent le peuple, alors forcément on avait imaginé une série fantastique profitant de l'événement historique français le plus connu au monde pour faire sensation. On s'était trompés. «J'étais très amusé en voyant les réactions sur la base du pitch, car la série n'y ressemble pas tant que ça. Mais tant mieux», s'amuse Aurélien Molas, 35 ans, créateur et producteur de la série, lorsqu'on échange avec lui par téléphone. Si 1789 et les années de révolte qui la précède devraient évidemment attirer les regards

des Français comme une partie des quelque 190 millions d'abonnés Netflix dans le monde, le twist fantastique d'un étrange virus qui cause des meurtres sanguinolents et sur lequel enquête le médecin Joseph Guillotin (Amir El Kacem) n'est qu'un prétexte. «Afficher quelque chose de simple presque binaire, pour ensuite conduire vers une réalité et vers un questionnement social et politique», voilà le parti pris de celui à qui l'on doit déjà la série «Une île» sur Arte ou les romans «La onzième plaie» et «Les fantômes du delta», avec toujours la question des révolutions en trame de fond.

C. O.

Salon du livre à Paris

L'évènement reporté de deux mois

Pas de Salon du livre pour tout de suite. Pandémie de Covid-19 oblige, le «Livre Paris

2021», qui devait se tenir en mars, est repoussé de deux mois pour être organisé du 28 au 31 mai, ont annoncé vendredi 16 octobre les organisateurs.

«Conscients de l'évolution de l'épidémie de Covid-19, le Syndicat national de l'édition et Reed Expositions France ont décidé de reporter la prochaine édition du salon, qui se tiendra à Paris, Porte de Versailles, du 28

au 31 mai», ont-ils indiqué dans un communiqué officiel. L'édition 2020 avait été tout simplement annulée, une décision prise le 1^{er} mars, à moins de trois semaines de l'ouverture, alors que l'épidémie progressait très rapidement en France. La 39^e édition, en mars 2019, avait attiré plus de 160 000 personnes. Reste à savoir si la 40^e aura (enfin) bien lieu l'année prochaine. F. C.

Agend'Art

Musée d'art et d'histoire de Tiemcen

Jusqu'au 30 octobre : Exposition de la plasticienne Ismahane Mezouar intitulée «Repères en fragments».



Nagorny Karabakh

Arménie et Azerbaïdjan s'accusent d'avoir violé une nouvelle trêve

■ L'Azerbaïdjan et l'Arménie se sont accusés hier d'avoir violé une nouvelle «trêve humanitaire» entrée en vigueur à minuit heure locale dans le Nagorny Karabakh, une semaine après un premier cessez-le-feu conclu mais jamais respecté.

Par Mourad M.

Dans un communiqué, le ministère de la Défense azerbaïdjanais a affirmé que les forces arméniennes avaient rompu de «*manière flagrante le nouvel accord*», dénonçant des tirs d'artillerie ennemis et des attaques matinales le long du front. Plus tôt dans la nuit, la porte-parole du ministère arménien de la Défense, Shushan Stepanyan, avait elle rapporté des tirs d'artillerie et de roquettes azerbaïdjanais, au nord et au sud du front, durant les trois heures suivant le début de la trêve. Dans un communiqué, l'armée du Karabakh a également fait état d'une attaque ennemie le matin dans le sud, faisant part de «*pertes et blessés des deux*

côtés». «*Mais les infrastructures civiles et les habitations n'ont pas été visées par des tirs*», ont précisé les services de secours du Karabakh. Samedi soir, les ministères arménien et azerbaïdjanais des Affaires étrangères avaient annoncé, dans deux déclarations identiques, un accord pour «*une trêve humanitaire à partir du 18 octobre à 00h00 heure locale (20h00 GMT)*». A Stepanakert, la capitale séparatiste, la nuit a été très calme, selon un correspondant de l'AFP sur place. Dans la matinée, tout y était silencieux, alors que la plupart des habitants ont fui les bombardements depuis la reprise des combats le 27 septembre. «*Notre pays veut respecter la trêve mais les autres (Azerbaïdjanais) ne la respectent pas. Nous ne pouvons pas les croire, même s'il y a un*

accord, ils peuvent facilement ne pas le respecter», soutient Sveta Petrosian, 65 ans, interrogée dans les rues désertes. Ses deux fils sont au front. La reprise des combats il y a trois semaines a fait des centaines de morts. Après une première tentative ratée de cessez-le-feu sous l'égide de Moscou, le conflit a connu une nouvelle escalade samedi. L'Azerbaïdjan a juré de «*venger*» la mort de treize civils, dont des enfants, ayant péri la nuit précédente dans un bombardement nocturne de Gandja, deuxième ville du pays. De nombreuses maisons ont été détruites par un pilonnage qui a aussi fait plus de 45 blessés, selon le procureur général. Cette nouvelle trêve intervient alors que le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, s'est entretenu au téléphone dans la soirée avec ses homologues arménien et azerbaïdjanais et insisté sur «*la nécessité d'un respect strict du cessez-le-feu conclu samedi dernier à Moscou*», selon la diplomatie russe. Le Président français Emmanuel Macron a de son côté «*salué*» samedi soir la trêve humanitaire, ajoutant que cette dernière avait été conclue «*à l'issue d'une médiation française*» en coordination avec les co-présidents du groupe de Minsk (les États-Unis et la Russie). Samedi, à Gandja, des dizaines de secouristes ont cherché des survivants à mains nues et rassem-



blés des restes humains déchiquetés dans des housses mortuaires noires, rendant leur identification très difficile. Dans un discours, le Président azerbaïdjanais Ilham Aliev a promis une vengeance «*sur le champ de bataille*», qualifiant son ennemi séparatiste et l'Arménie, tour à tour, de «*chiens*» et de «*fascistes*». La Turquie a de son côté accusé Erevan de «*crimes de guerre*», tandis que l'UE a appelé une fois encore «*toutes les parties à cesser de viser les civils*». Gandja, ville d'environ 300 000 habitants, a été frappée à plusieurs reprises depuis le début du conflit. Les séparatistes arméniens avaient relevé samedi pour leur part que Gandja abrite «*des cibles légitimes*», évoquant une base aérienne et des sites militaires. Quelques heures avant les frappes sur Gandja, des tirs avaient visé les villes de Stepanakert et Choucha dans le

Karabakh. Les séparatistes affirment avoir tué des milliers d'hommes, reconnaissant avoir dû reculer mais assurent «*contrôler la situation*». Officiellement, ils ont perdu environ 700 hommes, et la moitié des 140 000 habitants ont été déplacés. Outre une potentielle crise humanitaire, la communauté internationale craint une internationalisation du conflit, la Turquie soutenant l'Azerbaïdjan. L'Arménie, qui soutient financièrement et militairement les séparatistes, est, elle, dans une alliance militaire avec la Russie. Le Nagorny Karabakh, majoritairement peuplé d'Arméniens chrétiens, a fait sécession de l'Azerbaïdjan, musulman chiite turcophone, peu avant la dissolution de l'URSS en 1991, entraînant une guerre ayant fait 30 000 morts. Un cessez-le-feu, émaillé de heurts, était en vigueur depuis 1994. **M. M.**



Commentaire

Modalités

Par Fouzia Mahmoudi

La Grande-Bretagne a quitté l'Union européenne en début d'année, quelques semaines seulement avant le début de la crise sanitaire en Europe postposant pour plusieurs mois les négociations prévues entre le gouvernement britannique et les instances européennes pour mettre en place un accord de coopération entre les deux blocs, désormais séparés. Le Royaume-Uni et l'UE discuteront ainsi à partir de ce lundi du «*format*» de leurs négociations sur leur relation commerciale post-Brexit, malgré la menace de Londres de tourner les talons sans «*changement fondamental*» du côté des Européens, avec le risque d'un «*no deal*» potentiellement dévastateur pour l'économie. Le négociateur en chef européen, Michel Barnier, et son homologue britannique David Frost «*ont convenu de se parler lundi pour discuter du format des pourparlers, actuellement dans l'impasse*», a indiqué un porte-parole de la Commission européenne à l'issue d'une visioconférence entre les deux hommes. Les discussions ont viré à l'aigre après le Sommet européen de jeudi, où les 27 ont exigé des concessions de Londres, tout en disant vouloir continuer pour parvenir à un accord de libre-échange avant l'année prochaine, quand les règles européennes cesseront de s'appliquer au Royaume-Uni. Mais ce dernier a refusé net vendredi, faisant ressurgir le spectre d'une absence d'accord, synonyme de quotas et droits de douane entre les 27 et Londres, qui refuserait l'accès aux eaux britanniques aux pêcheurs européens. «*Il ne semble y avoir aucun progrès de la part de Bruxelles donc ce que nous leur disons, c'est : venez nous voir en cas de changement fondamental d'approche, sinon cela nous va très bien de parler des détails pratiques d'une sortie sans accord commerciaux*», a averti Boris Johnson à la télévision. «*Nous devons nous préparer à un arrangement qui ressemble à ce qui a été conclu avec l'Australie*». Le dirigeant conservateur, qui avait unilatéralement fait du Conseil européen une date-butoir, a répété qu'il est prêt à un «*no deal*» où les échanges sont régis par les règles moins favorables de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Bruxelles estime qu'un compromis pour un accord de libre-échange doit être trouvé d'ici à la fin du mois. Lors du Sommet de jeudi, les chefs d'État et de gouvernement de l'UE ont demandé à ce que Londres fasse «*le nécessaire pour rendre un accord possible*», semblant durcir leur position par rapport aux échanges plus tôt dans la semaine entre Boris Johnson et la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. Celle-ci avait assuré malgré tout que des négociateurs européens se rendraient à Londres la semaine prochaine «*pour intensifier*» les discussions, s'attirant une réponse sèche des Britanniques. «*De notre point de vue, les négociations commerciales sont finies. L'UE y a de facto mis fin*», a affirmé le porte-parole de Boris Johnson. Selon Downing Street, le négociateur britannique David Frost a estimé, lors de son entretien avec Michel Barnier, qu'il n'y a en l'état «*pas de base pour des négociations lundi*», tout en s'accordant pour lui reparler la semaine prochaine. Johnson semble ainsi décidé à garder la main sur ces pourparlers, voulant peut-être faire payer aux instances européennes l'attitude des médiateurs de Bruxelles qui ont rendu le départ de la Grande-Bretagne de l'UE très difficile et compliqué, espérant peut-être que les modalités de séparation quasi insurmontables dont les Européens ont accablé les Britanniques leur feraient peut-être réenvisager la sortie de l'un des pays fondateurs de l'institution européenne. **F. M.**

Élection à Chypre-Nord

Le dirigeant sortant favori face au candidat d'Ankara

Le dirigeant de Chypre-Nord, Mustafa Akinci, part favori pour remporter un nouveau mandat à la tête de cette République autoproclamée face au protégé d'Ankara, Ersin Tatar, un second tour dans l'ombre des tensions en Méditerranée orientale. «*Président*» sortant de la République turque de Chypre-Nord (RTCN), reconnue uniquement par la Turquie, M. Akinci est arrivé en deuxième position au premier tour avec près de 30 % des voix, derrière M. Tatar (plus de 32 %). Mais il devrait, sauf surprise, l'emporter face au «*Premier ministre*» sortant grâce au soutien de Tufan Erhurman, arrivé troisième dimanche dernier. Les 738 bureaux de vote ont ouvert à 08h00 (05h00 GMT) et fermeront à 18h00 (15h00 GMT). Quelque 199 000 personnes sont appelées à voter sur plus de 300 000 habitants en RTCN. L'élection survient dans un contexte de vives tensions autour de l'exploitation d'hydrocarbures en Méditerranée orientale entre Ankara et Athènes, principale alliée de la République de Chypre – seule reconnue par la communauté internationale et membre de l'Union européenne depuis 2004 – qui exerce son autorité sur les deux tiers sud de l'île divisée. Après des forages réalisés au large de Chypre-Nord, le renvoi cette semaine d'un navire d'ex-

ploration turc dans des eaux revendiquées par la Grèce a réveillé la discorde et entraîné une condamnation vendredi par les dirigeants de l'UE des «*provocations*» de la Turquie, menacée de sanctions. Ayant longtemps œuvré au rapprochement avec les Chypriotes-grecs, M. Akinci entretient des rapports houleux avec le Président turc Recep Tayyip Erdogan. Ce social-démocrate de 72 ans, qui défend la réunification de Chypre sous la forme d'un État fédéral, n'a jamais caché son intention de desserrer les liens avec Ankara. M. Tatar, nationaliste de 60 ans, défend lui une solution à deux États. «*La seule et bonne solution est la solution avec un État fédéral*», affirme Said Kenan à la sortie d'un bureau de vote. Vanant la situation géographique «*stratégique*» de l'île, ce cardiologue de 76 ans explique que Chypre pourrait s'en sortir seule grâce aux hydrocarbures qui attirent tant de pays «*autour des Chypriotes-turcs et des Chypriotes-grecs*». Considérant Chypre comme une pièce majeure dans sa stratégie pour défendre ses intérêts en Méditerranée orientale, Ankara suit de près le scrutin dans le tiers nord de l'île et a multiplié les manœuvres pour donner un coup de pouce à la campagne de M. Tatar. Cérémonie en grande pompe

pour inaugurer un aqueduc sous-marin entre Chypre-Nord et la Turquie ou encore réouverture partielle d'une ancienne station balnéaire renommée, abandonnée depuis son bouclage par l'armée turque après la partition de l'île, ont suscité des accusations d'ingérence de la Turquie dans l'élection et irrité de nombreux Chypriotes-turcs, M. Akinci en tête. «*Les Chypriotes-turcs ne sont pas contents d'être considérés comme dépendants d'un autre et d'être sans cesse réprimandés et méprisés*», estime Umüt Bozkurt, politologue à l'Université de la Méditerranée orientale, à Chypre-Nord. Selon la chercheuse, l'ingérence supposée d'Ankara a transformé le scrutin en un référendum sur leur «*dignité*» pour de nombreux Chypriotes-turcs. «*La paix, parce qu'on ne veut plus être des marionnettes dans notre pays*», affirme sur Twitter Ahmet, un Chypriote-turc, utilisant le hashtag devenu viral «*La paix, parce que*». «*Les résultats du premier tour montrent qu'une part considérable des électeurs veulent se libérer de l'influence de la Turquie et désirent une réunification*», selon M^{me} Bozkurt. Mais afficher une ligne indépendante vis-à-vis d'Ankara n'est pas aisé tant la RTCN est sous l'emprise économique de la Turquie depuis sa création en 1983.



Pep Guardiola

«Mahrez a été remarquable»

PEP GUARDIOLA, le coach de Manchester City, a confié sa satisfaction au sujet du rendement de l'international algérien, Riyad Mahrez, lors de la victoire des Citizens, ce samedi, face à Arsenal. «Nous ne sommes pas prêts à jouer 90 minutes à un haut niveau de manière cohérente. Mais j'ai eu de très

bonnes nouvelles : Bernardo Silva revient, Phil Foden et Riyad Mahrez ont été remarquables», a affirmé le technicien catalan. Très remuant sur son côté, le capitaine de l'équipe nationale s'est créé de nombreuses occasions et a beaucoup pesé sur la défense des Guenners.

Ligue des champions d'Afrique (demi-finale aller)

Al Ahly s'impose contre le Wydad Casablanca

LE CLUB égyptien Al Ahly est bien parti pour obtenir sa qualification pour la finale de la Ligue des champions d'Afrique après sa victoire 2-0 samedi sur le terrain du Wydad Casablanca, en demi-finale aller. Avant les matches retour la semaine prochaine puis la finale prévue le 6 novembre, la deuxième demi-finale offre un autre duel entre clubs de Casablanca et du Caire : le Raja devait recevoir hier le Zamalek, dans le même stade Mohammed-V de Casablanca. Al Ahly, club le plus titré de la compétition avec huit

titres, le dernier en 2013, a infligé au Wydad sa première défaite à domicile en 27 matches de Ligue des champions de la CAF, grâce aux buts de Mohamed «Afsha» Magdy (4') et Ali Maaloul sur penalty (62'). Les Egyptiens sont bien partis pour prendre leur revanche, après avoir perdu en finale en 2017 contre le club marocain. Les quatre clubs encore en lice ont tous déjà gagné la compétition au moins deux fois. Un d'entre eux va succéder à l'Espérance de Tunis, vainqueur lors des deux dernières saisons.

Championnat d'Afrique d'athlétisme

Possible délocalisation à Oran de la prochaine édition

LE CHAMPIONNAT d'Afrique d'athlétisme seniors, prévu en 2021 à Alger, pourrait être délocalisé à Oran, a-t-on appris samedi auprès d'une source à la Fédération algérienne de la discipline. Le sujet est actuellement en «phase de discussions» au niveau de l'instance fédérale, dont les membres sont «favorables» à l'idée de délocaliser la compétition vers la capitale de l'ouest du pays, qui était retenue initialement pour l'abriter avant d'avoir opté pour Alger, a-t-on fait savoir. Selon la même source, une proposition dans ce sens devra être soumise prochainement à la Confédération africaine d'athlétisme, «et ce, après l'aval de la tutelle bien sûr». L'éventuelle organisation à Oran du championnat en ques-

tion, qui était prévu pour juin 2020 avant qu'ils ne soit reporté à l'année suivante à cause de la pandémie de coronavirus, «devra aider à faire la promotion de la 19^e édition des Jeux méditerranéens (JM) que va accueillir la même ville en 2022, a-t-on estimé. La réception, au courant du premier trimestre de 2022 du nouveau stade d'Oran de 40 000, doté d'une piste d'athlétisme dont la pose sera effectuée prochainement, ainsi que du stade d'athlétisme de 4 200, deux équipements relevant du complexe sportif en cours de réalisation dans la commune de Bir-El Djir (Est d'Oran), favoriseraient l'organisation dans ces lieux des prochains championnats d'Afrique d'athlétisme, plaignent pour leur part les spécialistes.

Kheireddine Zetchi

«Belmadi sait où il veut aller»

Le président de la Fédération algérienne de football (FAF), Kheireddine Zetchi, ne tarit pas d'éloges envers le sélectionneur national, Djamel Belmadi, depuis qu'il a décroché avec l'EN le trophée africain en Egypte. L'occasion lui a été donnée encore de mettre en exergue le travail exceptionnel fait par Belmadi, lors de son intervention à la Radio internationale.



Zetchi apporte toujours son soutien à Belmadi

Par Mahfoud M.

«O n est entré dans une nouvelle phase dans la restructuration de l'EN. On connaît les échéances à venir, à savoir les éliminatoires de la CAN ou le Mondial. C'est pour cela que le coach essaye d'élever le niveau dans les stages», a souligné le patron du football national.

«Il a donné rendez-vous aux joueurs pour le stage de novembre pour les matches contre le Zimbabwe. On est en contact permanent avec lui ; on

prépare les choses convenablement», a ajouté Kheireddine Zetchi. Le patron de la FAF indique que le sélectionneur sait ce qu'il veut et là où il veut aller avec son équipe. C'est pour cela qu'il lui offre tous les moyens pour travailler dans les meilleures conditions possibles afin d'avoir de bons résultats. Sur un tout autre plan, et après une réunion en visioconférence des responsables de la CAF, un calendrier a été établi pour poursuivre les compétitions dépendant de cette structure. La CAF a pris en considération la situation dans chaque pays en ce qui concerne les matches et les

voyages, les différentes options pour les matches des 3^e et 4^e journées des éliminatoires de la CAN 2021 prévus pour être joués dans la fenêtre FIFA du 9 au 17 novembre 2020.

Pour cela, la CAF a établi des obligations dans le protocole des matches internationaux, les règles pour la convocation des joueurs et les préparations, le traitement des contentieux avec les clubs et la création d'un groupe de crise pour les matches.

La CAF a transmis un questionnaire pour chaque association afin de discuter de la situation des voyages et des matches.

M. M.

Un rêve qui devient réalité

Benrahma, d'Aïn El Bia (Oran) à West Ham

S aïd Benrahma a déclaré avoir réalisé un rêve d'enfance en intégrant la Premier League anglaise de football après s'être engagé avec West Ham vendredi, un «exploit» venant triompher une carrière parsemée pourtant d'embûches. Né le 10 août 1995 à Aïn Témouchent, une ville de l'ouest du pays, Benrahma a connu son premier club à Oran (80 km de sa ville natale), où son père travaillait dans un corps constitué. C'est au sein de la formation d'Aïn El Bia, à Bethioua (NRBB) plus précisément, que le désormais ex-ailier de charme de Brentford a fait ses premières classes dans le football. Il ne tardera néanmoins pas à rejoindre sa mère, installée en France. Il n'a rien perdu de sa passion pour le football depuis qu'il a mis les pieds de l'autre côté de la Méditerranée en 2010. Il intègre alors le club de Balma où il y reste un an avant de rejoindre un autre club amateur, à savoir l'US Colomiers, pour deux saisons. Très jeune encore, il est pisté par des clubs professionnels comme Valenciennes ou Monaco, mais Benrahma rejoint finalement l'OGC Nice lors de l'été 2013. Le 5 novembre 2013, à l'occasion du match opposant Nice à Toulouse, il foula pour la première fois une pelouse de Ligue 1. Entré 5 fois en cours de jeu lors de cette saison 2013-2014, il devait attendre l'exercice suivant pour connaître sa première titularisation, le 4 avril 2015, contre Evian (31^e journée, match nul 2-2). Il livra une bonne prestation avec une passe décisive à la clé. La journée suivante, il a été reconduit dans l'Onze de départ et, le 13 avril 2015, marqua son premier

but sous les couleurs niçoises face au Stade de Reims, offrant la victoire 1 à 0 à son équipe. Enchaînant 3 titularisations consécutives, l'entraîneur Claude Puel annonça le 24 avril 2015 une blessure à la cheville du jeune Aïglon qui l'éloignera des terrains jusqu'à la fin de la saison. Le 26 juin 2015, après deux années passées au centre de formation, il signa son premier contrat professionnel le liant au club de la côte d'Azur pour une durée de 3 ans.

Plusieurs prêts pour se relancer

Le natif d'Aïn Témouchent commença la saison 2015-2016 avec l'OGC Nice et la termine avec le SCO Angers en prêt. Peu utilisé, il disputa douze matches avec le club angevin et marqua un seul but, à domicile au cours de la dernière journée lors d'une défaite 3-2 face à Toulouse. De retour à l'OGC Nice pour disputer la saison suivante, il n'entra pas dans les plans du nouvel entraîneur Lucien Favre. Après six mois avec l'équipe réserve, il est à nouveau prêté à la mi-saison, cette fois-ci en Ligue 2, au Gazélec Ajaccio. Mi-janvier, pour sa première apparition sous le maillot corse, il entre en jeu contre l'AJ Auxerre et inscrit le second but de son équipe. Il signe aussi un double contre Bourg-Péronnas lors de la 31^e journée, dans un match remporté par le Gazélec 3-2. Malgré un prêt convaincant, il n'entre pas dans les choix de Favre à Nice. Il est donc prêté à la Berrichonne de Châteauroux (Ligue 2) pour l'exercice 2017-2018. Il y fera sa meilleure saison

et son équipe réussira même à se maintenir en janvier. Il termine la saison avec un total de 34 matches joués, pour 12 buts et cinq passes décisives, toutes compétitions confondues. A la fin de son prêt à Châteauroux, il rentra à Nice, avant d'être transféré en juillet à Brentford, club anglais évoluant en deuxième palier. Il avait été repéré par le responsable de recrutement du club en France, Brendan Mc Farlane. Puis vendredi, il a été prêté un an avec option d'achat obligatoire au club de West Ham United, dans une transaction qui a tenu tout le monde en haleine, puisqu'elle n'a été conclue qu'avant quelques instants de la clôture du mercato anglais. «Je suis très très heureux de faire partie de cette équipe. West Ham est un grand club en Angleterre qui évolue en Premier League depuis très longtemps. Il a toujours eu de bons joueurs», a déclaré l'international algérien qui est déjà conscient du défi qui l'attend. «J'ai parlé au manager, donc je sais exactement ce qu'il attend de moi. J'essaierai de répondre à ses attentes sur le terrain», a-t-il ajouté. «J'aime cette perspective de jouer en Premier League. Je joue au football pour m'amuser avant tout, mais c'est toujours agréable de savoir que vous rejoignez le championnat le plus suivi au monde. Donc, j'ai vraiment hâte de montrer ce que je peux faire», a-t-il encore lâché dans ses premiers mots après avoir acté son arrivée à West Ham. Il devient d'ailleurs le deuxième joueur algérien à porter les couleurs des Hammers après son coéquipier en équipe nationale Sofiane Feghouli qui y est resté une saison (2016-2017).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Médéa

Plus de 80 agressions sur les réseaux électrique et gazier

PAS MOINS de 83 cas d'agressions sur les réseaux électrique et de distribution de gaz naturel ont été recensés depuis le début de l'année à travers la wilaya de Médéa, causant d'importants préjudices financiers et des désagréments aux abonnés, a-t-on appris, hier, auprès de la direction locale de distribution d'électricité et du gaz.

La même direction avait enregistré, en 2019, 89 cas d'agressions, dont 58 ont

concerné le réseau de distribution de gaz naturel, précisant que le même constat a été observé, au cours de l'année 2020, avec un nombre de 54 agressions.

La majorité des agressions signalées sur le réseau de distribution électrique sont le résultat, a-t-on indiqué, de vols de câbles commis par des individus ou des groupes organisés qui alimentent les réseaux de trafic de cuivre.

G. H.

Tizi Ouzou

Acquisition de six chasse-neige

DANS LE CADRE du renforcement du parc d'engins de travaux publics nécessaires lors de la saison hivernale, la wilaya de Tizi Ouzou vient d'acquiescer six chasse-neige, ont indiqué, hier, les services de la wilaya dans un communiqué.

Ces engins «seront mis à la disposition de la Direction des

travaux publics (DTP) en prévision de la saison hivernale», précise la même source.

Ces engins faciliteront l'opération d'intervention des équipes de la DTP lors des fortes chutes de neige en zones montagneuses, toujours selon les services de la wilaya.

Hamid M.

Commune de Toudja / Béjaïa

Réalisation d'une mini-station de dessalement de l'eau de mer

POUR METTRE fin aux stress hydrique auquel font face, en été comme en hiver, les villageois relevant de la municipalité de Toudja, une mini station monobloc de dessalement de l'eau de mer a été inscrite récemment en faveur de plusieurs villages de cette région montagneuse qui n'a pas bénéficié de l'eau du barrage de Tichi-Haf.

Elle devrait être réalisée par l'Agence nationale des barrages et transferts et le secteur de l'hydraulique, a-t-on appris ces derniers jours. «Cette station qui devrait alimenter 10 villages de la commune de Toudja, soit ceux relevant du Douar Souk El-Djemaâ, est d'une capacité de production de 5 000 m³», indique-t-on.

Un bureau d'études cubain a été retenu par l'Agence nationale des barrages et transferts afin de réaliser l'étude d'exécution de cette station.

Une délégation mixte a effectué, il y a quelques jours, une deuxième sortie afin de choisir le site devant accueillir ce projet tant attendu par les populations de la région.

«Cette étude devrait permettre d'identifier le site d'implantation de cette station pré-

vue au niveau de la plage d'Oued Dass», a souligné la cellule de communication de la wilaya.

Et d'ajouter : «Les représentants de ce bureau d'études ont visité la région de Toudja et rencontré le wali ainsi que le président de l'APW».

Pour rappel, la wilaya de Béjaïa avait bénéficié les mois précédents d'un premier projet de réalisation d'une station de dessalement de l'eau de mer d'une capacité de 100 000 m³/jour, extensible à 200 000 m³/jour. Le but de la réalisation de cette station est de sécuriser l'alimentation en eau potable de la wilaya et répondre à la demande pressante et croissante des populations.

H. Cherfa

L'union européenne serre l'étau autour des migrants



LOUMIS

Djalou@hotmail.com

Cancer du sein/Octobre rose

Des soins esthétiques gratuits pour améliorer la qualité de vie des patientes

■ Les femmes atteintes du cancer du sein bénéficieront, tout au long de ce mois d'octobre rose (mois consacré à la lutte contre ce cancer), de soins esthétiques gratuits dans l'un des centres spécialisés situé dans les hauteurs d'Alger.

Par Mourad M.

L'initiative est la deuxième du genre du Club Alger El Mahroussa qui offre aux femmes des soins esthétiques et corporels multiples pour leur permettre d'améliorer leur qualité de vie et leur bien-être physique et moral afin de mieux lutter contre la maladie, a souligné M^{me} Raouia Talhi, présidente du Club. Dans le cadre de cette initiative lancée hier, des séances de soins esthétiques sont proposées, à titre gracieux, aux

femmes souffrant du cancer du sein, deux fois par semaine, avec la liberté de choisir entre 3 formules de soins assurés par le Centre. Le but de l'initiative est de permettre à ces femmes de se sentir belles et de reprendre confiance en elles-mêmes, en dépit des contraintes de la maladie, a affirmé M^{me} Talhi. La chimiothérapie et la radiothérapie utilisées généralement dans le traitement du cancer du sein laissent souvent des séquelles chez les patientes, notamment

sur la peau, d'où l'importance d'encourager ces dernières à en prendre soin, à travers les soins esthétiques. Selon les registres nationaux du cancer, l'Algérie a enregistré 14 000 nouveaux cas de cancer du sein en 2019, notant que ce type de cancer est plus fréquent chez les femmes après l'âge de 40 ans. Le cancer du sein vient en tête des types de cancer les plus répandus en Algérie, avec près de 45 000 cas enregistrés en 2019, selon la même source.

M. M.

Mostaganem

Démantèlement d'un réseau d'organisation de hargas d'étrangers

LES SERVICES compétents de Mostaganem ont démantelé un réseau d'organisation d'émigration clandestine pour ressortissants étrangers, composé de quatre personnes et arrêté 52 candidats à l'émigration clandestine lors de différentes opérations, a-t-on appris, hier, auprès de la sûreté de wilaya.

La première opération a été menée par l'unité de lutte contre l'émigration clandestine de la

sûreté de wilaya de Mostaganem, suite à l'exploitation d'informations ayant permis l'arrestation du suspect principal dans l'organisation de traversées clandestines par mer à partir des plages de la wilaya de Mostaganem, ajoute la même source. Sur la base de l'exploitation d'informations contenues dans le téléphone mobile du suspect arrêté, et sur autorisation du procureur de la

République, les enquêteurs ont réussi à déterminer l'identité de trois autres membres du réseau qui ont été ainsi arrêtés dans la ville de Mostaganem et les zones voisines. De leur côté, les unités des gardes-côtes ont fait échouer, quelques heures auparavant, quatre tentatives d'émigration clandestine, durant lesquelles 52 candidats à l'émigration clandestine ont été arrêtés, dont 20 ressortissant étrangers, de différentes nationalités, qui sont entrés en Algérie illicitement, ainsi que deux mineurs et deux femmes.

Les personnes arrêtées, qui avaient en leur possession la somme totale de 5 580 euros, ont été remis aux services de police, indique la même source, ajoutant que les concernés seront traduits devant la justice pour tentative de quitter illicitement le territoire national.

K. L.

Covid-19

Les certificats d'agrément des ingénieurs et bureaux d'études du BTPH valides jusqu'à fin 2021

LA PÉRIODE de validité des certificats d'agrément des ingénieurs et bureaux d'études techniques activant dans le secteur du Bâtiment, Travaux publics et Hydraulique (BTPH) a été prolongée jusqu'à la fin 2021, a indiqué, hier, un communiqué du ministère des Travaux publics.

«Le Premier ministre a marqué son accord, à titre exceptionnel, à l'effet de prolonger la période

de validité des certificats d'agrément des ingénieurs et bureaux d'études techniques du BTPH, arrivés à expiration, jusqu'au 31 décembre 2021», a précisé la même source. Cette décision s'inscrit «dans le cadre des mesures de facilitation prises par le gouvernement pour atténuer les effets de la pandémie de Covid-19», ajoute le communiqué.

R. N.